

**RAPPORT DE MAJORITE DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :**

**Motion Catherine Labouchère et consorts concernant le plan directeur cantonal (PDCn) –
modification de la mesure A12**

1. PRÉAMBULE

La commission s'est réunie à deux reprises : les jeudi 6 décembre 2012 à la salle des Armoiries et vendredi 1^{er} mars 2013 à la salle du Bicentenaire à Lausanne. Elle était composée de Mmes les députées C. Luisier Brodard (motionnaire), C. Labouchère (motionnaire) et F Freymond Cantone (présidente) ainsi que de MM. les députés J.-R. Yersin, V. Venizelos, J.-M. Sordet, J. Nicolet, D.-O. Maillefer, G. Cretegny, R. Courdesse, A. Berthoud et A. Bally. M. le député J. Haldy a siégé à la première séance mais a été remplacé par M. le député F. Payot pour la seconde.

Ont participé aux deux séances, Madame la Conseillère d'Etat B. Métraux (cheffe du DINT), Mme A. Silauri (SG-DINT / première séance) et M. Ph. Gmür (chef du SDT). Les membres de la commission remercient Monsieur F. Mascello de la tenue des notes de séance.

2. POSITION DE LA MOTIONNAIRE

Depuis leur entrée en vigueur, les mesures A11 et A12 du Plan directeur cantonal posent de sérieux problèmes pour leur mise en oeuvre en regard des buts visés : à la fois permettre un développement du canton et de ses zones à bâtir et répondre aux besoins de la population, tout particulièrement au logement, en évitant un « mitage » du territoire. La motion Rémy Jaquier et consorts avait mis le doigt sur ces problèmes et, bien qu'elle ait été transformée en postulat, elle n'a, à ce jour, pas reçu de réponse.

Dans ce contexte, la mesure A12 « Zones à bâtir manifestement surdimensionnées » incite les communes dont les réserves dépassent au moins deux fois les besoins, à les réduire dans les 15 années suivant l'entrée en vigueur du PCDn. La réalisation de ce dimensionnement s'effectue par un déclassement de terrains inappropriés à la construction ou qui ne sont pas employés pour l'habitation. Le guide d'application de la mesure A12 prévoit (page 1) que les communes qui entrent dans la catégorie de celles dont les réserves sont manifestement surdimensionnées ont jusqu'au 31 juillet 2018 pour procéder à une modification de leurs zones à bâtir. Une exception est prévue pour celles qui ont révisé leur plan général d'affectation sur la base des lignes directrices de 2002. Elles disposent de cinq années supplémentaires (31 juillet 2023) pour se mettre en conformité avec la mesure.

La pénurie de logements est une évidence dans notre canton et les signes de détente n'apparaissent pas à l'horizon. Au contraire, les prévisions démographiques d'augmentation de la population sont confirmées, voire dépassées. Il est donc indispensable de donner de la souplesse aux communes

dans l'application du concept de dézonage prévu des zones constructibles. Les restrictions imposées par la mesure A12 point 3 sont très coercitives et imposent un carcan aux communes, ce qui n'est pas justifié dans cette période de pénurie. Elles bloquent une redistribution des terrains qui peut s'avérer nécessaire en fonction de la conjoncture. D'autre part, elles impliquent des complications administratives bien inutiles. La capacité d'adaptation des communes en regard de paramètres démographiques et de ce qui en découle (notamment le développement économique, le logement et les emplois) est restreinte de façon beaucoup trop rigide.

Les communes ont une autonomie reconnue constitutionnellement. Le canton doit veiller à ce que toute restriction qui leur serait imposée, ne se fasse pas au détriment de cette autonomie. Les communes, en regard de leur situation particulière, doivent pouvoir juger des mesures qui leur paraissent adéquates pour faire face à leurs besoins tout en gardant l'équilibre de leurs zones. Leur imposer, sans tenir compte de leur avis, un dézonage de leurs terrains classés en zone à bâtir n'est pas une bonne solution.

En conséquence de cela, la présente motion demande de modifier et d'assouplir la mesure A12, en particulier son alinéa 3, avec le cas échéant la suppression d'un ou des critères mentionnés soit :

« par le déclassement des terrains :

- non équipés ;
- non construits depuis 15 ans ;
- qui ne font pas l'objet d'un projet à court terme ;
- situés loin des dessertes en transports publics ;
- situés loin des centres bâtis. »

3. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Madame la Conseillère d'Etat n'a pas exprimé explicitement une position globale du Conseil d'Etat pour la mesure A12. Néanmoins, elle cite cette mesure à maintes reprises dans les deux débats conjointement à la mesure A11.

4. DISCUSSION GÉNÉRALE ET BIENFONDÉ DE LA MOTION

Les motions de Mesdames les députées Catherine Labouchère et Cristelle Luisier Brodard qui concernent respectivement les mesures A12 et A11 du Plan directeur cantonal (PDCn) sont intimement liées. Les mesures, qui tendent vers un objectif commun, soit de lutter contre l'étalement urbain, ont des effets différents et servent des causes particulières. Néanmoins, les corrections demandées les réunissent au niveau du débat et des choix à réaliser. Ainsi, les débats de la commission ont utilisé comme support de fond l'examen de la mesure A11. Ce rapport se réfère de manière générale au rapport majoritaire concernant la mesure A11.

Les informations complémentaires apportées par la Conseillère d'Etat et le Chef du SDT ainsi que les débats de la commission confirment l'interdépendance dans laquelle se situent ces deux mesures. Les effets doivent être mesurés globalement. Il est relevé notamment que la mesure A12 est encore moins souple que la mesure A11. On pourrait craindre à terme une forme de muséification d'une partie du territoire cantonal.

Un député résume la situation : tout le monde est d'accord avec le principe de l'assouplissement mais pas avec le chemin pour y arriver. La majorité de la commission soutient le renvoi de la motion au Conseil d'Etat, motion demandant l'assouplissement de la mesure A12 en particulier par son alinéa 3, en supprimant ou modifiant un ou des critères. Les remarques formulées par la commission majoritaire s'exprimant sur la motion pour l'assouplissement de la mesure A11 et son traitement par le Conseil d'Etat sont applicables à la présente motion.

5. VOTE DE LA COMMISSION

Prise en considération de la motion

Nombre de voix pour : 7

Nombre de voix contre : 6

Abstention : 0

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 6 contre et 0 abstention, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

Gland, le 21 mai 2013

Le rapporteur :
Gérald Cretegy